



JAMES DARLING

Patrimoine

Les coups de cœur du jardinier star Alain Baraton

→ P. X-XI

Votre fait du jour Il y a 50 ans, le drame du Tupolev à Goussainville : les témoins se souviennent

→ P. VI-VII

93

Samedi 3 juin 2023 · Seine-Saint-Denis

Matin 11°	Midi 27°	Soir 20°

Le Grand Parisien

MONTREUIL | La résidence sociale flambant neuve de 160 studios sera inaugurée ce samedi. Le premier foyer, devenu insalubre et démolit, avait vu passer des milliers de travailleurs migrants depuis 1968.

La nouvelle vie des résidents du foyer Bara

Elsa Marnette

AU CŒUR de Montreuil, des vieux messieurs en habit traditionnel malien ont étalé une natte sur le sol. Ils échangent paisiblement à l'ombre d'un haut bâtiment de briques. Autour d'eux, les passants et les cyclistes vaquent à leurs occupations. Scène ordinaire dans ce quartier gentrifié du Bas Montreuil, où les uns et les autres ont l'habitude, depuis des années, de voir cette place servir d'extension au foyer Bara, situé juste en face.

En revanche, l'époque où le foyer, ouvert en 1968 pour loger les travailleurs migrants venus d'Afrique, était plein comme un œuf, est révolue. Ce samedi, les officiels inaugureront la résidence sociale Bara, toujours gérée par Coallia. Le petit immeuble neuf, dont l'architecture rappelle le bâtiment historique, n'a, à l'intérieur, rien à voir avec l'ancien, vétuste et insalubre.

Désormais, 160 studios, comptant chacun une salle de bains et une kitchenette, se répartissent entre les étages. Une salle polyvalente et un jardin complètent ce nouvel équipement. Les habitants s'y sont installés fin avril. « Depuis qu'on est ici, il n'y a aucun souci », résume Ibrahima Diarra, un représentant des résidents.

Une histoire tumultueuse

L'inauguration de samedi, ouverte à tous, a été pensée comme un moment fort tant l'histoire récente du foyer a été tumultueuse. Lorsque le bâtiment ouvre, il est destiné à accueillir 430 résidents mais, au fil des années, cette capacité d'accueil théorique est large-

ment dépassée. Jusqu'à mille personnes cohabitaient dans l'ancienne manufacture de pianos reconverte en foyer.

Au Mali notamment, d'où sont originaires beaucoup de travailleurs migrants, l'adresse du foyer Bara circule. « En arrivant à l'aéroport, tu disais au taximan Bara et il t'emmenait ici, ils connaissaient tous, se souvient Ibrahima, arrivé en France en 1997. Le foyer était blindé... À partir de 2002 ou 2003, il n'y avait plus de place pour passer. »

Dans le foyer se crée une ambiance « du pays », grâce à un marché, à des étals, à des cuisinières qui préparent des plats à très petits prix. La présence de ceux qu'on appelle les « surnuméraires », c'est-à-dire qui ne disposent pas d'un bail d'habitation, est tolérée mais problématique. Le bâti se dégrade. En 2013, un protocole de « desserrement » (démolition-reconstruction) est conclu entre la maire Dominique Voynet, la ministre du Logement Cécile Duflot et le gestionnaire Coallia.

Il faudra attendre cinq ans pour que l'histoire connaisse une accélération : le 26 septembre 2018, le maire (PCF) Patrice Bessac, qui vient de passer une nuit à l'intérieur du foyer et a pris un arrêté d'ex-



Entre la vie qu'ils avaient avant et aujourd'hui, tout a changé

Patrice Bessac, maire (PCF) de Montreuil



Montreuil, mercredi. Salimou, 66 ans, vivait déjà dans le foyer Bara avant sa reconstruction, il y est resté. « Je suis content de cette chambre », confie cet ancien agent de nettoyage des trains.

trême urgence pour vider les lieux, réquisitionne les anciens locaux de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), un bâtiment appartenant à l'État, pour y loger les Baras.

De sa nuit passée avec eux, l'élu conserve toujours plusieurs images : « Je pense aux douches sur lesquelles coulaient les matières fécales car les toilettes fuyaient, je pense aux petits lits placés sous les boîtes aux lettres, détaille Patrice Bessac. Entre la vie qu'ils avaient avant et aujourd'hui, tout a changé. » À l'époque, le bras de fer qui s'engage avec l'État n'entame pas sa détermination et l'occupation de l'AFPA se pérennise, le temps que des modulaires soient installés dans la rue Brulefer.

Les 160 occupants, âgés de 22 à 80 ans, ont donc rejoint le nouveau foyer, tandis que d'autres se sont installés dans les résidences sociales ouvertes ailleurs en ville. Ils paient environ 450 € de loyer et peuvent « héberger un tiers pendant deux fois trois mois s'ils avertissent la direction », précise Mamadou Diarra, directeur territorial de Coallia 93. De plus, « certains anciens de Bara sont partis donc nous avons procédé à de nouveaux contrats, ce qui a bénéficié à des surnuméraires ». Coallia projette désormais d'intensifier le desserrement du foyer Rochebrune, où logent 400 personnes dans des conditions difficiles.

Salimou, lui, habite à Bara depuis son arrivée en France en 1985. « Je suis content de

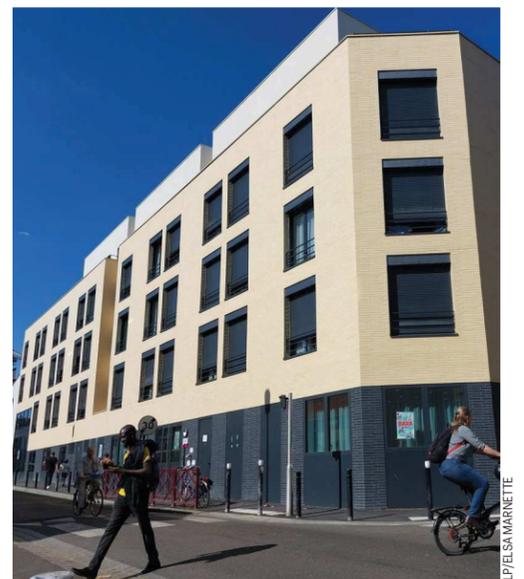
cette chambre, raconte l'ancien agent de nettoyage des trains à la gare Montparnasse (Paris XIV^e), âgé de 66 ans. Dans l'ancien foyer, des femmes faisaient la cuisine et maintenant, je fais tout moi-même et c'est très bon. » Croisé devant les rangées de boîtes aux lettres du rez-de-chaussée, Hamet, 42 ans, est passé rendre visite à son vieux père : « Parfois, je lui fais la cuisine car il est âgé. »

Le maire souhaite « poursuivre l'effort »

« Bara, ce sont deux combats devant nous : celui de poursuivre l'effort, notamment pour le devenir du foyer Rochebrune, et celui d'avoir toujours une France d'avance, estime Patrice Bessac. Ici, nous avons 37 % de logements publics, une quinzaine de foyers... et un taux de vote pour le RN parmi les plus bas de France. »

À écouter certains de ses opposants politiques, le sort réservé à d'anciens occupants de l'AFPA reste pourtant préoccupant : « C'est très bien que le foyer Bara soit reconstruit sur place », félicite d'abord Choukri Yonis (divers gauche). « Mais il y a une invisibilisation de certains, et notamment des 200 personnes qui vivent dans un squat de la rue de Stalingrad », regrette-t-elle. Un délégué de Stalingrad nous rappelle qu'une procédure d'expulsion est toujours en cours.

Enfin, un autre acteur s'attache également à transformer ces foyers en résidence sociale : Adoma vient de commencer la reconstruction du foyer Branly, où vivent près de 200 résidents. Mais une partie de ces derniers en refusent pour l'instant les conditions. Ils ont appelé à un rassemblement lors de l'inauguration du nouveau Bara, ce samedi.



LP/ELSA MARNETTE